



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Arrêté n° 25-2026-02-27-00011

du

27 FEV. 2026

portant autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière
par la société Établissements Barthoulot Sarl, sur le territoire de la
commune de Pays-de-Clerval

**Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le règlement (UE) N°1143/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon - Mme VALLEIX Nathalie ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n° 2515, 2516, 2517 et dans les installations de

stockage de déchets inertes, relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 1998 modifié par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2005 approuvant le Schéma Départemental des Carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011-133-0021, du 13 mai 2011, autorisant la société Barthoulot à exploiter une carrière de roches calcaires sur le territoire de la commune de Chaux-les-Clerval ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2016-04-19-006 du 19 avril 2016 portant modification des conditions d'exploiter une carrière au lieu-dit «Bois de Chazolot » sur le territoire de la commune de Chaux-les-Clerval ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2024-08-27-00005 du 27 août 2024 portant prolongation de l'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière exploitée par la société Barthoulot, sur le territoire de la commune de Pays-de-Clerval ;

Vu l'arrêté n° 25-2025-03-25-00001 du 25 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-317 BAG du 16 décembre 2025 portant approbation du Schéma Régional des Carrières de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée le 7 décembre 2023, complétée par les éléments transmis le 28 février 2025, par la société Établissements Barthoulot Sarl pour l'exploitation (renouvellement et approfondissement) d'une carrière sur le territoire de la commune de Pays-de-Clerval ;

Vu la décision du 2 juin 2025 de la présidente du tribunal administratif de Besançon désignant le commissaire-enquêteur et sa suppléante ;

Vu l'arrêté préfectoral n° Préfecture-DCICT-BCEEP-2025-06-20-0001 du 20 juin 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation (renouvellement et approfondissement) d'une carrière sur le territoire de la commune de Pays-de-Clerval ;

Vu les avis exprimés par la DDT, l'ARS, le service biodiversité eau patrimoine de la DREAL, la DRAC, l'ONF et le SDIS ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 24 mai 2024 ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage, réalisé dans ces communes, de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et les conclusions et avis motivé du commissaire enquêteur en date du 9 octobre 2025 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

Vu les avis émis par la commune d'Anteuil et par la communauté de communes des deux Vallées Vertes ;

Vu le rapport et les propositions en date du 10 décembre 2025 de l'Inspection de l'Environnement ;

Vu le projet d'arrêté porté le 29 janvier 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

Vu la consultation par voie électronique des membres de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites ;

Considérant que le projet faisant l'objet de la demande est soumis à la procédure d'autorisation environnementale prévue par l'article L.181-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet faisant l'objet de la demande consiste à renouveler l'autorisation d'exploiter une carrière de roches massives, et à l'exploiter par approfondissement ;

Considérant que l'autorisation environnementale peut être accordée sans tenir lieu de dérogation mentionnée au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement, uniquement si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir le respect des intérêts mentionnés à l'article L.411-1 du même code ;

Considérant que lors de la conception du projet, la séquence éviter-réduire a été intégrée et présentée dans le dossier de demande permettant ainsi d'assurer une conception optimisée du projet comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement et de réduction des impacts pour les espèces protégées concernées ;

Considérant que l'évaluation des risques d'impact sur les espèces protégées et leurs habitats présentée dans le dossier et ses compléments apportés par le porteur de projet permettent de conclure que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées concernées, sous condition de la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction détaillées dans le présent arrêté ;

Considérant qu'en accord avec les orientations du schéma régional des carrières de la région Bourgogne-Franche-Comté, la priorité a été donnée avec ce projet à l'utilisation des matériaux extraits d'une carrière déjà autorisée permettant de viser le plein emploi du gisement ;

Considérant que les mesures fixées dans le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, et le cas échéant les éléments mentionnés au II de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Établissements Barthoulot Sarl dont le siège social est situé 13, Rue d'Alsace 25150 Vermondans, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Pays-de-Clerval, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation au titre de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement,
- d'enregistrement au titre de l'article L.512-7 du Code de l'environnement.

Sous réserve du respect des dispositions du titre 8, les travaux objet de la présente autorisation peuvent être réalisés, sans qu'il soit besoin de solliciter une dérogation au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement.

Article 1.1.3. Installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	A/E	Nature et volume des activités
2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 de la rubrique n° 2510.	A	Extraction d'une carrière de roches calcaires pour une superficie totale de 9 ha 87 a 30 ca Rythme d'exploitation : En moyenne 110 000 t/an Au maximum 120 000 t/an
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais, et autres pro-	E	Installation de concassage et criblage des matériaux de la carrière Puissance de 700 kW.

	duits minéraux naturels ou artificiels, ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique n° 2515- 2.		
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	E	Aire de transit des matériaux inertes Surface de 30 000 m²
A (autorisation), E (enregistrement)			

À l'exception des dispositions particulières visées au présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées ci-dessus.

L'autorisation environnementale inclut également les équipements, installations et activités que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.

Article 1.1.4. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	N° parcelle	Surface comprise à l'intérieur du site objet de l'autorisation environnementale
Pays-de-Clerval	OA	168	9 ha 87 a 30 ca

L'exploitant signale toute modification cadastrale au préfet.

La superficie totale de la carrière est de 98 730 m².

Article 1.1.5. Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 30 années, à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée durant la dernière année de l'autorisation, qui sera consacrée à la finalisation de la remise en état du site.

Article 1.1.6. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition réglementaire ou mentionnée dans le présent arrêté, contraire, les installations et leurs annexes, incluses dans l'autorisation environnementale, sont construites, disposées, aménagées et exploitées, conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur.

Article 1.1.7. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

À l'exception de celles de l'article 1, les prescriptions de l'arrêté n°2011-133-0021, du 13 mai 2011 susvisé sont abrogées.

L'arrêté préfectoral n°25-2016-04-19-006 du 19 avril 2016 susvisé est abrogé.

L'arrêté préfectoral n°25-2024-08-27-00005 du 27 août 2024 susvisé est abrogé.

CHAPITRE 2. GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.2.1. Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1.3 et notamment pour la rubrique 2510-1.

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 6 périodes d'une durée de cinq ans.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6
	(5 ans)	(5 ans)	(5 ans)	(5 ans)	(5 ans)	(5 ans)
Montant des garanties financières	328 725 €	333 133 €	329 369 €	320 113 €	325 539 €	322 875 €

L'actualisation du montant des garanties financières prévues à l'article 3 de l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, est réalisée en prenant en

compte un indice TP01 de 130,7 (Indice de septembre 2025 paru au JO du 15/11/2025) et un taux de TVA de 20 %.

Article 1.2.2. Établissement des garanties financières

L'exploitant transmet au Préfet le document établissant les garanties financières de la phase 1, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente.

CHAPITRE 3. MISE À L'ARRÊT DES ÉQUIPEMENTS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.3.1. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.3.2. Cessation d'activité

Pour l'application des articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, l'usage futur à prendre en compte, selon la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A du Code de l'environnement est le suivant :

- un usage industriel (conservation d'un secteur pour une activité de recyclage de déchets inertes au centre du site) ;
- un usage de renaturation sur le reste de la carrière.

CHAPITRE 4. DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 1.4.1.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 5. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Article 1.5.1.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 6. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Article 1.6.1.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

TITRE 2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET GESTION DE L'EXPLOITATION

CHAPITRE 1. EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

Article 2.1.1. Gisement et matériaux à extraire

La carrière est autorisée pour l'exploitation de roches massives calcaires (formations du Bathonien et du Bajocien).

L'usage majoritaire des matériaux extraits est la production des granulats calcaires concassés pour la viabilité.

Le gisement sera extrait en conservant une bande de 10 mètres de largeur minimum entre la limite de l'autorisation et les bords de la fosse d'extraction, selon le plan figurant en **annexe 1**.

La quantité totale de matériaux autorisée à extraire (stériles d'exploitation compris) est de 1 330 000 m³, ce qui correspond à environ 3 190 000 tonnes de matériaux valorisables.

Article 2.1.2. Production

La quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 120 000 tonnes pour une année.

Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 110 000 tonnes par an.

Article 2.1.3. Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage

L'épaisseur d'extraction maximale est de 61 mètres.

La cote minimale d'extraction est de +360 mètres NGF.

Les fronts d'abattage sont constitués en position définitive de 5 gradins de 10 à 15 mètres maximum de hauteur verticale. Des gradins intermédiaires peuvent être constitués en cours d'exploitation.

Ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 8 mètres de largeur minimum.

Article 2.1.4. Modalités d'exploitation

L'exploitant effectue un stockage différencié des terres décaissées (par horizons de sol) pour une réutilisation dans le cadre du réaménagement. Les terres végétales seront stockées sur une hauteur de 2 m maximum.

L'extraction des matériaux se fait par abattage à l'explosif. Les matériaux sont ensuite acheminés jusqu'à l'installation de traitement des matériaux.

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux présents en **annexe 2** du présent arrêté.

Article 2.1.5. Patrimoine archéologique

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application des articles R 523-1, R 523-4 et R 523-17 du Code du patrimoine, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant en informe immédiatement la Direction Régionale des Affaires Culturelles concernée et laisse les lieux en l'état jusqu'à obtenir son accord pour reprendre les opérations d'extraction.

CHAPITRE 2. CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT

Article 2.2.1. Objectifs généraux

La remise en état du site vise la création d'une plateforme industrielle au centre du site et une remise en état à vocation naturelle pour le reste du site.

La remise en état comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- La mise en sécurité des fronts de taille ;
- Le nettoyage et enlèvement de toutes les structures du site n'ayant pas d'utilité après la remise en état ;
- Le remblaiement d'une partie du carreau par des matériaux inertes (déchets inertes et stériles d'exploitation) jusqu'à la cote 425 m NGF pour la zone à vocation de renaturation et jusqu'à la cote 410 m NGF pour la zone à vocation industrielle ;
- Le reboisement d'une partie du remblai par ensemencement et plantation d'une chênaie avec une densité de 1000 plants d'arbres par hectare au minimum ;
- La conservation d'une zone sur le remblai à la cote 410 m NGF pour une activité de recyclage de déchets inertes . Cette zone est délimitée au Nord et à l'Ouest par la plantation d'une haie arbustive ;
- La mise en place de merlons boisés au pied de certains fronts de taille résiduels d'une hauteur de 1,5 mètre minimum ;

- la conservation des dalles calcaires sur les zones non remblayées (banquettes et carreau inférieur) pour permettre le développement d'associations végétales se développant sur dalles calcaires brutes ;
- Des aménagements écologiques en faveur des oiseaux et des reptiles (pierrier, cavités, tas de bois) ;
- La création d'une mare au niveau du carreau inférieur ;

Article 2.2.2. Dispositions concernant le remblayage de la carrière

La quantité de déchets inertes pouvant être admise sur la carrière en vue du remblayage du carreau est limitée à 40 000 tonnes/an en moyenne et jusqu'à 48 000 tonnes/an au maximum.

Les déchets utilisés sont conformes aux prescriptions du titre 6 du présent arrêté.

Article 2.2.3. Phasage

La remise en état de la carrière est conduite de façon progressive, et coordonnée à l'avancement de l'extraction, afin de minimiser la surface totale en exploitation. La remise en état du site est réalisée conformément au plan en **annexe 3** et achevée au moins trois mois avant la date d'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière.

TITRE 3. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

CHAPITRE 2. PROPRETÉ, ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Article 3.2.1. Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- Limitation de la vitesse de circulation au sein du site (30km/h) ;

- Maintien de boisements en limite d'exploitation ;
- Maintien du laveur de roues pour les camions ;
- Capotage d'une partie des installations de traitement de granulats ;
- Bâchage systématique des camions transportant les matériaux susceptibles de générer des envols de poussières.

CHAPITRE 3. SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE ET DES EFFETS DES REJETS SUR LA QUALITÉ DE L'AIR

Article 3.3.1. Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées à l'article 57 de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé.

TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'alimentation en eau potable de la carrière est assurée par ravitaillement. Le laveur de roues est alimenté par les eaux pluviales.

CHAPITRE 2. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX, DES OUVRAGES DE TRAITEMENT, ET POINTS DE REJET

Article 4.2.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Les eaux pluviales non polluées

Les eaux pluviales non polluées s'infiltrent dans le sol de la carrière.

- Les eaux pluviales susceptibles d'être pollués

Point de rejet	Nom	Rejet n°1
	Coordonnées en Lambert II étendu	X : 916676 Y : 2272515
Nature des effluents		Eaux pluviales sur l'aire étanche

Traitement	Passage dans un décanteur et séparateur hydrocarbures
Type de rejet en sortie	Milieu naturel

- Les eaux sanitaires et domestiques

Les eaux usées sanitaires et domestiques sont collectées et traitées par un dispositif d'assainissement autonome.

Article 4.2.2. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté et par la réglementation.

Article 4.2.3. Entretien et conduite des installations de traitement

Les installations de traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 4.2.4. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

CHAPITRE 3. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Article 4.3.1. Caractéristiques des rejets

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les dispositions de l'article 18.2.3. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

CHAPITRE 4. SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

Article 4.4.1.

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH		Instantané ou moyen sur 24 heures	Annuelle
Matières en suspension	1305		
Demande Chimique en Oxygène sur l'effluent non décanté	1314		
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009		

TITRE 5. PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 1. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 5.1.1. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

En dehors des tirs de mines, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 db(A)

Article 5.1.2. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 5.1.3. Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans ou lors d'un changement notable dans le mode d'exploitation.

Les mesures d'émergence sont effectuées au niveau du hameau de Seneuil.

Article 5.1.4. Bruits associés aux tirs de mines

Lors des tirs de mines, l'exploitant prend toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires pour les tiers.

CHAPITRE 2. VIBRATIONS

Article 5.2.1. Valeurs limites

La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est réduite à 5 mm/s.

Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de la valeur limite, une étude est alors élaborée afin de déterminer l'origine de ces dépassements, et les moyens à mettre en œuvre pour respecter la valeur limite précitée.

Article 5.2.2. Surveillance des niveaux de vibration lors des tirs de mines

Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs de mines est réalisé au moins une fois par an au niveau du hameau de Seneuil.

Le nombre de point de mesures et la fréquence de surveillance pourront être adaptés après avis de l'inspection des installations classées en fonction des résultats.

CHAPITRE 3. AUTRES DISPOSITIONS

Article 5.3.1. Insertion paysagère

Les merlons et boisements périphériques sont maintenus durant toute l'exploitation de la carrière.

Article 5.3.2. Voirie

L'accès à la voirie publique (RD 36) est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il est accompagné de panneaux qui signaleront la sortie de camions dans les deux sens de circulation.

En cas de salissure imputable à l'activité de la carrière, un nettoyage régulier de la voie publique en sortie de la carrière est réalisé.

Article 5.3.3. Trafic de camions

La traversée du village de Chaux-les-Clerval par la RD 36 est limitée aux approvisionnements de la commune.

Pour les autres transports, les camions entrants et sortants de la carrière empruntent obligatoirement la RD 36 depuis et en direction du col de Ferrière.

Au niveau du col de Ferrière, les camions devant se diriger ou provenir de Hyémondans devront exclusivement emprunter la RD 31 et en aucun cas la RD 119E.

Article 5.3.4. Lutte anti-vectorielle

Des mesures préventives et curatives sont mises en place pour éviter et supprimer toutes zones d'eau stagnante sur la carrière.

Article 5.3.5. Horaires de fonctionnement

Les horaires d'exploitation de la carrière sont du lundi au vendredi de 7h30 à 17h30.

TITRE 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 1. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 6.1.1. Entreposage des déchets dans la carrière

Les déchets générés, hors déchets d'extraction, sont entreposés temporairement sur le site dans l'attente de leur évacuation.

Article 6.1.2. Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement

Toute opération d'élimination, et notamment toute mise en dépôt à titre définitif, de déchets dangereux ou de déchets non dangereux non inertes dans la carrière est interdite.

Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit, y compris les emballages de produits explosifs.

Article 6.1.3. Déchets d'extraction

Les déchets d'extraction sont composés d'environ 10 000 m³ de stériles d'exploitation.

Tous les déchets d'extraction sont utilisés dans la carrière pour sa remise en état.

Article 6.1.4. Déchets et matériaux provenant de l'extérieur

I. L'apport de déchets et de matériaux inertes provenant de l'extérieur de la carrière est autorisé pour les activités suivantes :

- une activité de recyclage de déchets et matériaux inertes ;
- le remblayage de la carrière sur le périmètre en renouvellement.

II . La quantité de déchets inertes pouvant être admise sur la carrière est limitée à :

- 20 000 t/an en moyenne et 30 000 t/an au maximum (respectivement 9 750 m³/an et 14 635 m³/an avec une densité de 2,05) pour l'activité de recyclage ;
- 40 000 t/an en moyenne et 48 000 t/an au maximum (respectivement 19 500 m³/an et 23 400 m³/an avec une densité de 2,05) pour le remblayage de la carrière.

III. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé sont applicables.

Les déchets inertes accueillis sur le site ne pourront pas être stockés définitivement sans déchargement préalable au sein d'une zone de contrôle.

Cette zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.

Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation (pont-bascule) et sur la zone de contrôle afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Une benne est implantée à proximité de la zone de déchargement des camions de déchets inertes, provenant de l'extérieur du site, afin d'y déposer les déchets qui ne sont pas autorisés. Le contrôle visuel après déchargement, et le cas échéant, la dépose des déchets non autorisés dans la benne, sont réalisés dans les meilleurs délais.

L'aire d'entreposage des déchets et matériaux inertes destinés au recyclage est différente de l'aire d'entreposage des déchets inertes destinés au remblayage de la carrière.

IV . Les déchets autorisés sont les déchets listés dans le tableau suivant :

Code DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

V. L'exploitant vise un objectif de 50 % de contre-voyages pour le transport des matériaux inertes admis sur le site dans le cadre du remblayage ou de l'activité de recyclage.

TITRE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 7.1.1. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et nettoyage des installations,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- le cas échéant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les mesures à prendre pour éviter, et le cas échéant limiter une pollution aux hydrocarbures,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la conduite à tenir en cas de découverte de cavité karstique,
- l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement en cas d'accident.

CHAPITRE 2. LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 7.2.1. Réserve d'eau

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- Une réserve d'eau d'au moins 60 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.

Article 7.2.2. Accès

Le portail d'accès est équipé d'un dispositif facilement manœuvrable et déverrouillable rapidement par les secours.

CHAPITRE 3. PRÉVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.3.1. Kits d'intervention

Les engins de chantier sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.

Article 7.3.2. Stationnement et entretien des engins de chantier

Le stationnement et le ravitaillement des engins de chantier est réalisé en dehors de la zone d'extraction, sur une aire étanche munie d'un point bas pour récupérer les écoulements éventuels, et associée à un dispositif de traitement (décanteur-deshuileur).

Les produits nécessaires à l'entretien courant (huile, liquide refroidissement, graisse) sont stockés sur bac de rétention adapté (50 % du volume total) dans un local fermé.

Le gasoil non routier est stocké en cuve à double paroi (volume maximal de 5000 litres) équipée d'un détecteur de fuite. Cette cuve est placée dans un conteneur adapté et est située à l'abri des intempéries.

TITRE 8. PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

L'absence de nécessité d'une dérogation, telle qu'énoncée à l'article 1 du Titre I du présent arrêté, est subordonnée au respect, des mesures en faveur de la biodiversité dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, et des conditions suivantes :

Article 8.1.1. Mesures de réduction

R2.1f : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

I. Aucun individu d'espèces exotiques envahissantes (EEE) au sens du règlement N°1143/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 22 octobre 2014 susvisé ne devra être importé sur le site. Les engins, notamment, devront être sains et vérifiés en ce sens (nettoyage préalable et évacuation des éventuelles EEE en vue de leur destruction).

L'exploitant contrôle au moins une fois par an l'apparition d'EEE sur le site et en particulier sur les zones de remblais.

En cas de découverte d'EEE toutes les précautions devront être prises pour ne pas propager ces espèces et toutes les mesures devront être prises pour détruire ces espèces, et en particulier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2019 susvisé en cas de découverte d'ambrosie.

R3.1a - R3.2a : Adapter la période des travaux sur l'année / - Adaptation des périodes d'exploitation sur l'année

I. Les travaux de débroussaillage et de décapage sont réalisés entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} mars.

Les travaux de décapage seront synchronisés aux travaux de débroussaillage afin d'obtenir un milieu minéral après débroussaillage.

Un débroussaillage régulier sera effectué hors périodes sensibles pour éviter une recolonisation végétale susceptible d'accueillir de nouveau de la faune.

TITRE 9. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 9.1.1. Notification et Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société ETS Barthoulot Sarl dont le siège social est situé 13, Rue d'Alsace 25150 Vermondans.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Pays-de-Clerval et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Pays-de-Clerval pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux de Anteuil, Branne, Chazot, Crosey le Grand, Crosey le Petit, Orve, Pays-de-Clerval, Rang, Roche lès Clerval et Saint Georges Armont et à la Communauté de communes des 2 Vallées Vertes ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Doubs, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9.1.2. Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la présente décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la présente décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 9.1.3. Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le Maire de Pays-de-Clerval sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Nathalie VALLEIX

TITRE 10. ANNEXES

Annexe 1 : Plan des limites de l'autorisation et de la zone d'extraction

Annexe 2 : Plans de phasage des travaux (phase 1 à phase 6)

Annexe 3 : Plan de la remise en état

Table des matières

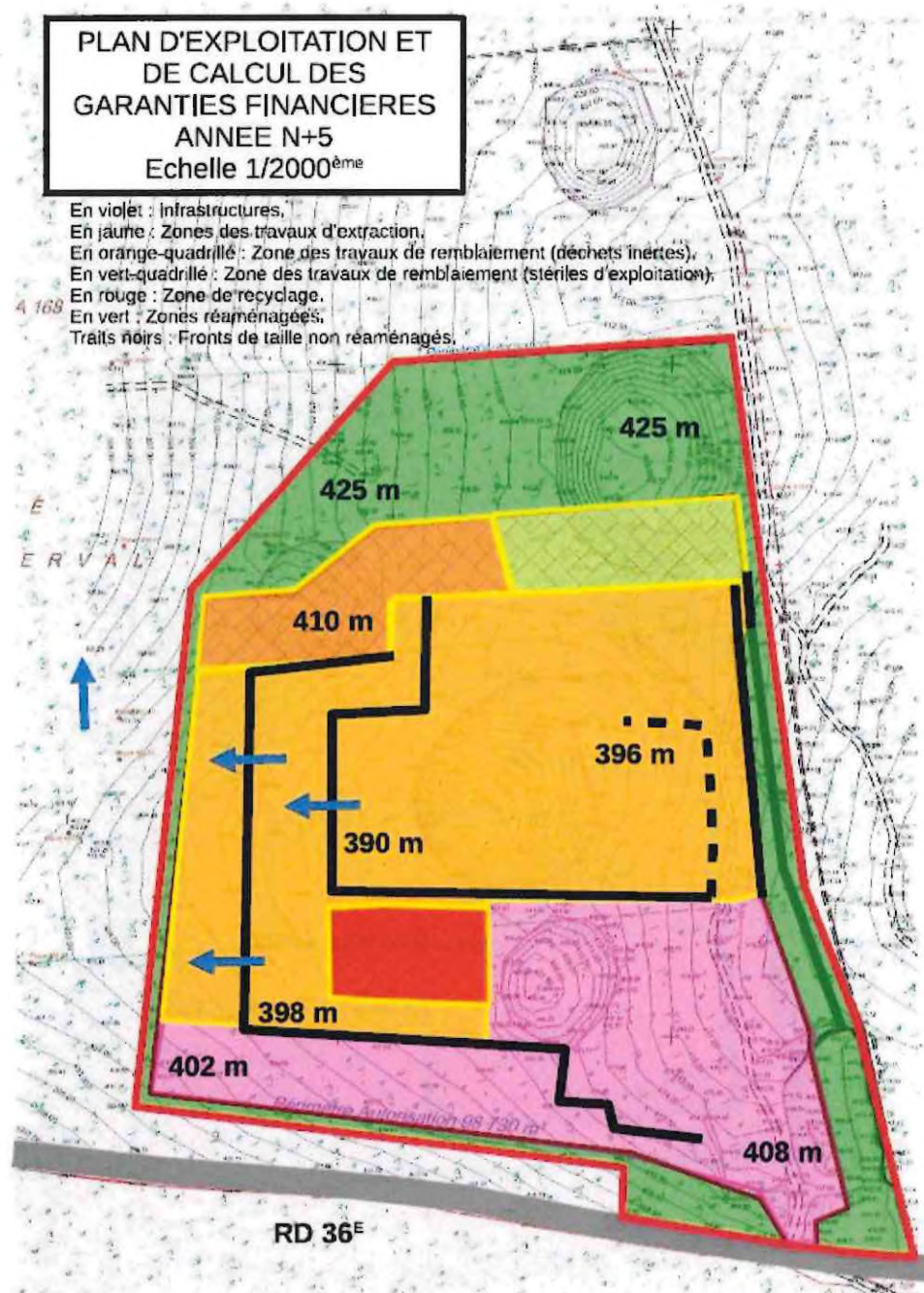
Annexe 1 : Plan des limites de l'autorisation et de la zone d'extraction



Echelle : 1/5000 (Format A4)

Annexe 2 : Plans de phasage d'extraction et de remblayage (phase 1 à phase 6)

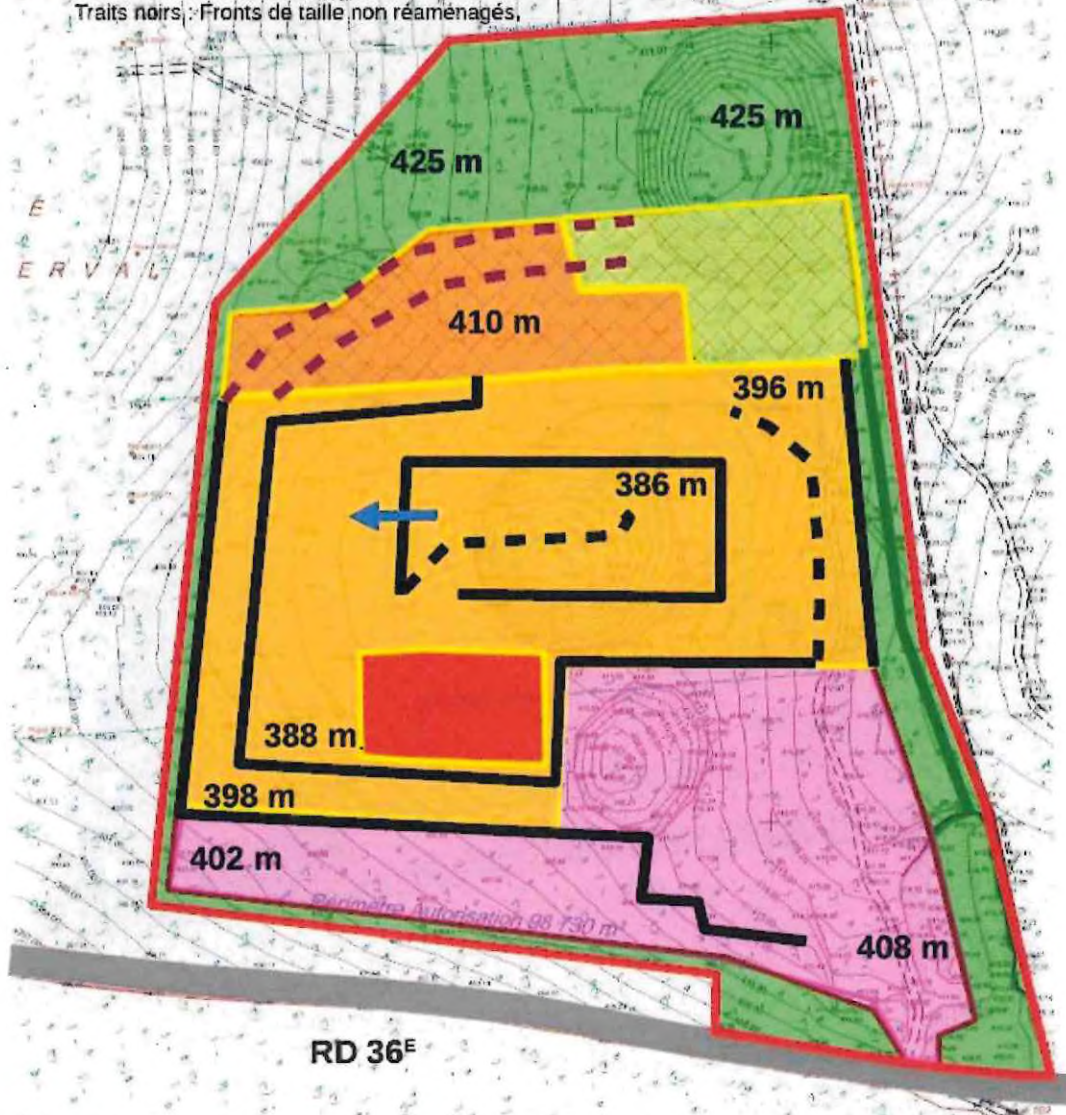
phase 1



phase 2

PLAN D'EXPLOITATION ET DE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES ANNEE N+10 Echelle 1/2000^{ème}

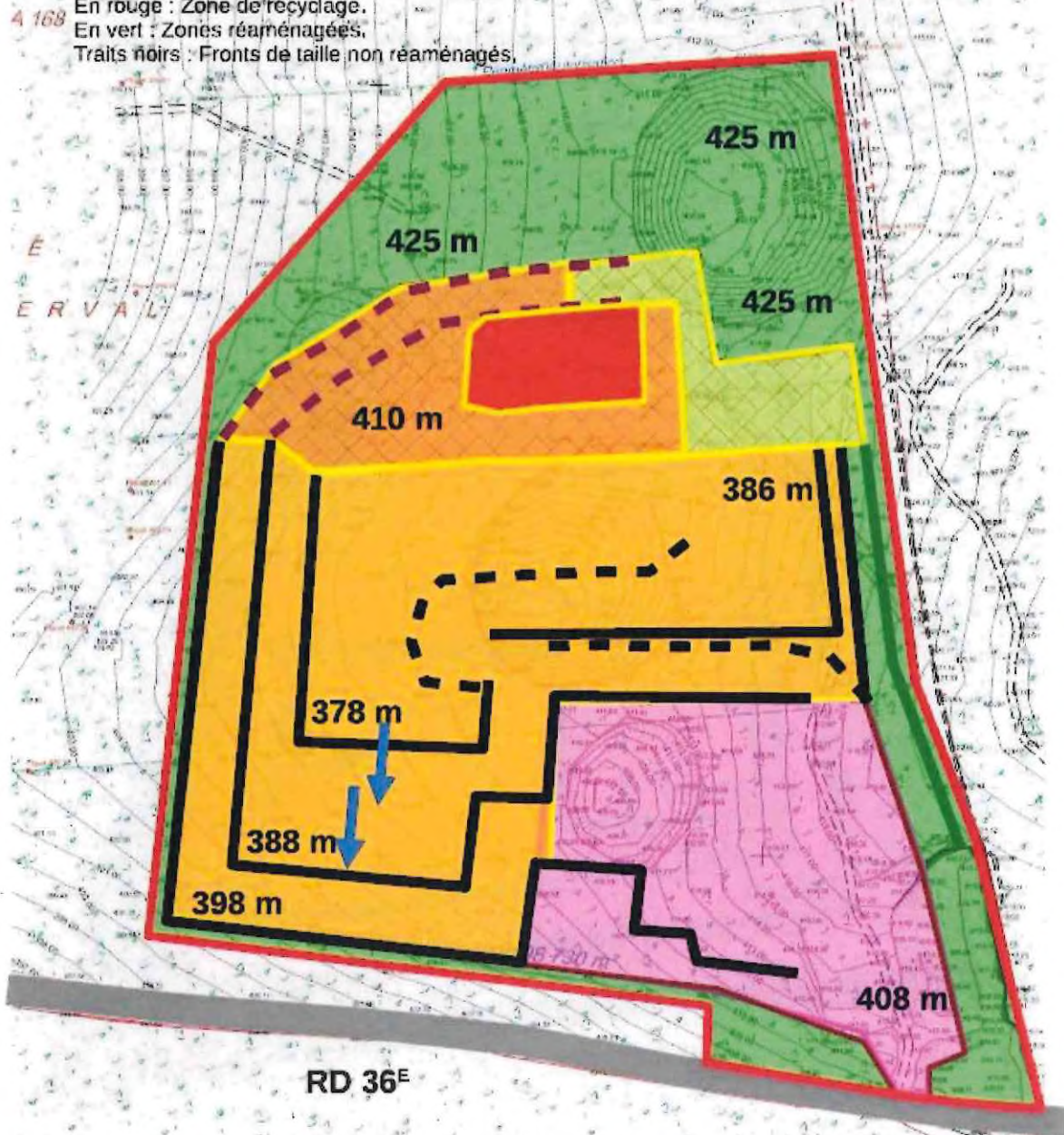
En violet : Infrastructures.
En jaune : Zones des travaux d'extraction.
En orange-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (déchets inertes).
En vert-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (stériles d'exploitation).
En rouge : Zone de recyclage.
En vert : Zones réaménagées.
Traits noirs : Fronts de taille non réaménagés.



phase 3

PLAN D'EXPLOITATION ET DE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES ANNEE N+15 Echelle 1/2000^{ème}

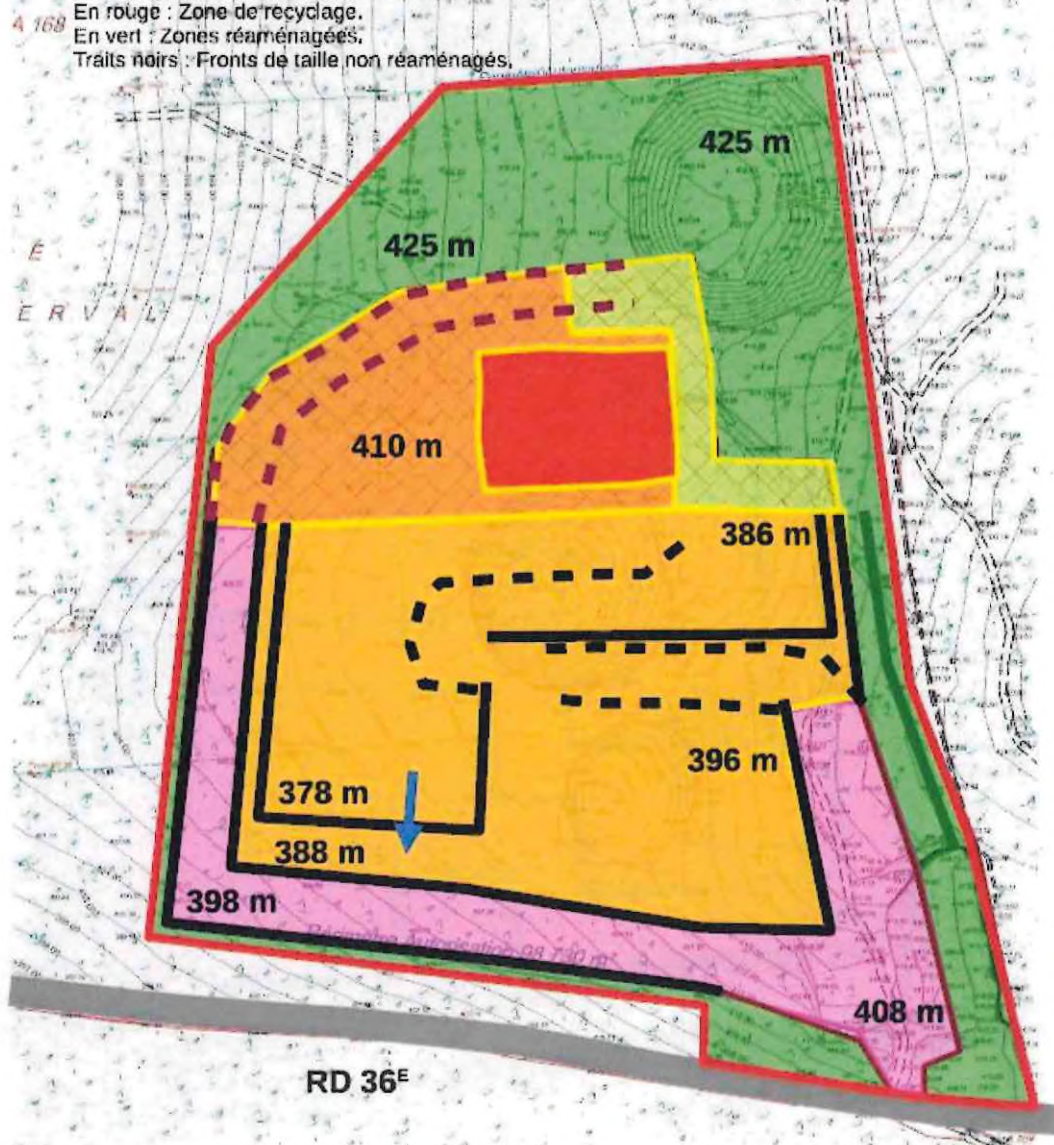
En violet : Infrastructures,
En jaune : Zones des travaux d'extraction,
En orange-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (déchets inertes),
En vert-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (stériles d'exploitation),
En rouge : Zone de recyclage,
En vert : Zones réaménagées,
Traits noirs : Fronts de taille non réaménagés,



phase 4

PLAN D'EXPLOITATION ET DE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES ANNEE N+20 Echelle 1/2000^{ème}

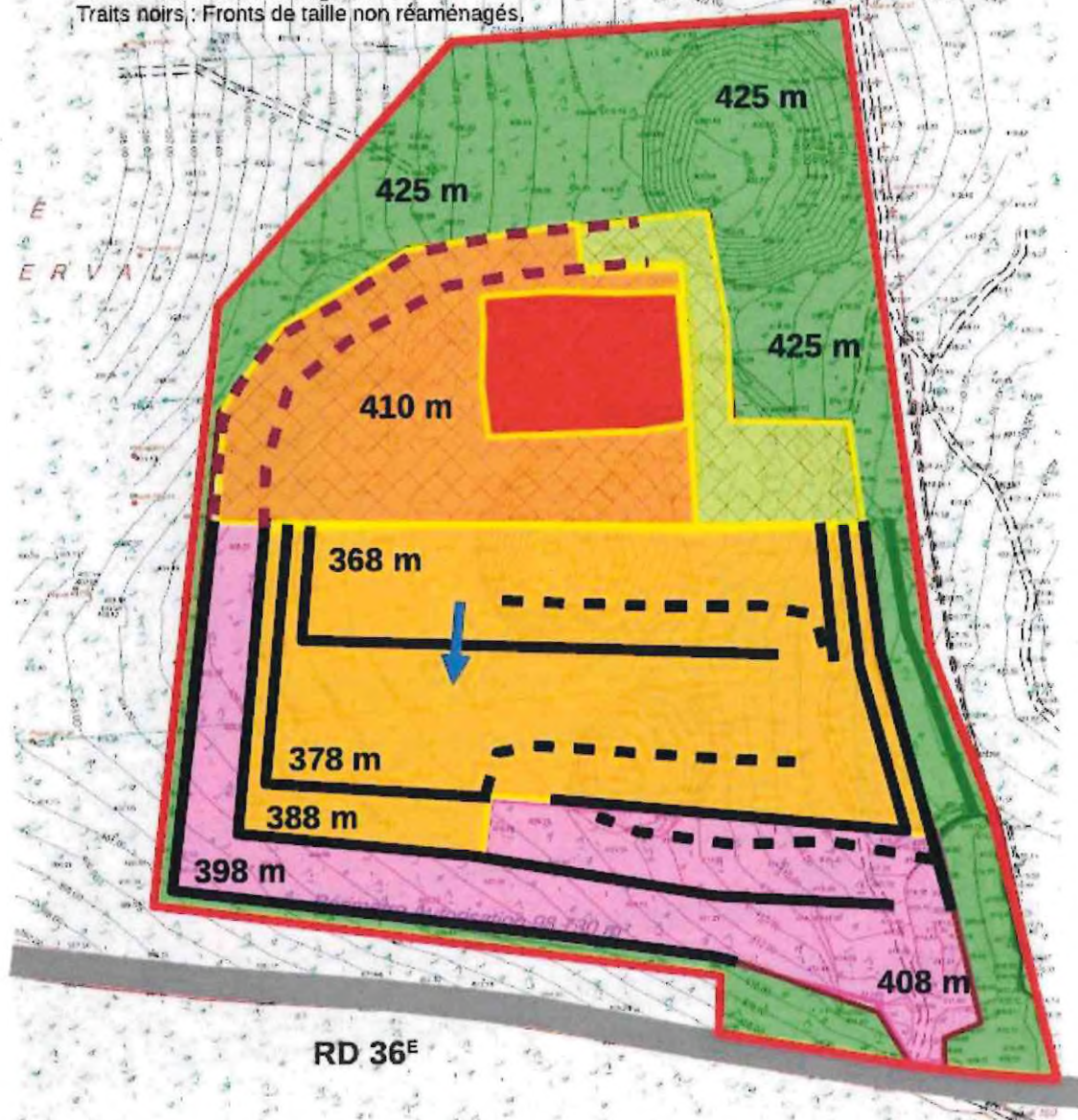
En violet : Infrastructures,
En jaune : Zones des travaux d'extraction,
En orange-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (déchets inertes),
En vert-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (stériles d'exploitation),
En rouge : Zone de recyclage,
En vert : Zones réaménagées,
Traits noirs : Fronts de taille non réaménagés,



phase 5

PLAN D'EXPLOITATION ET DE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES ANNEE N+25 Echelle 1/2000^{ème}

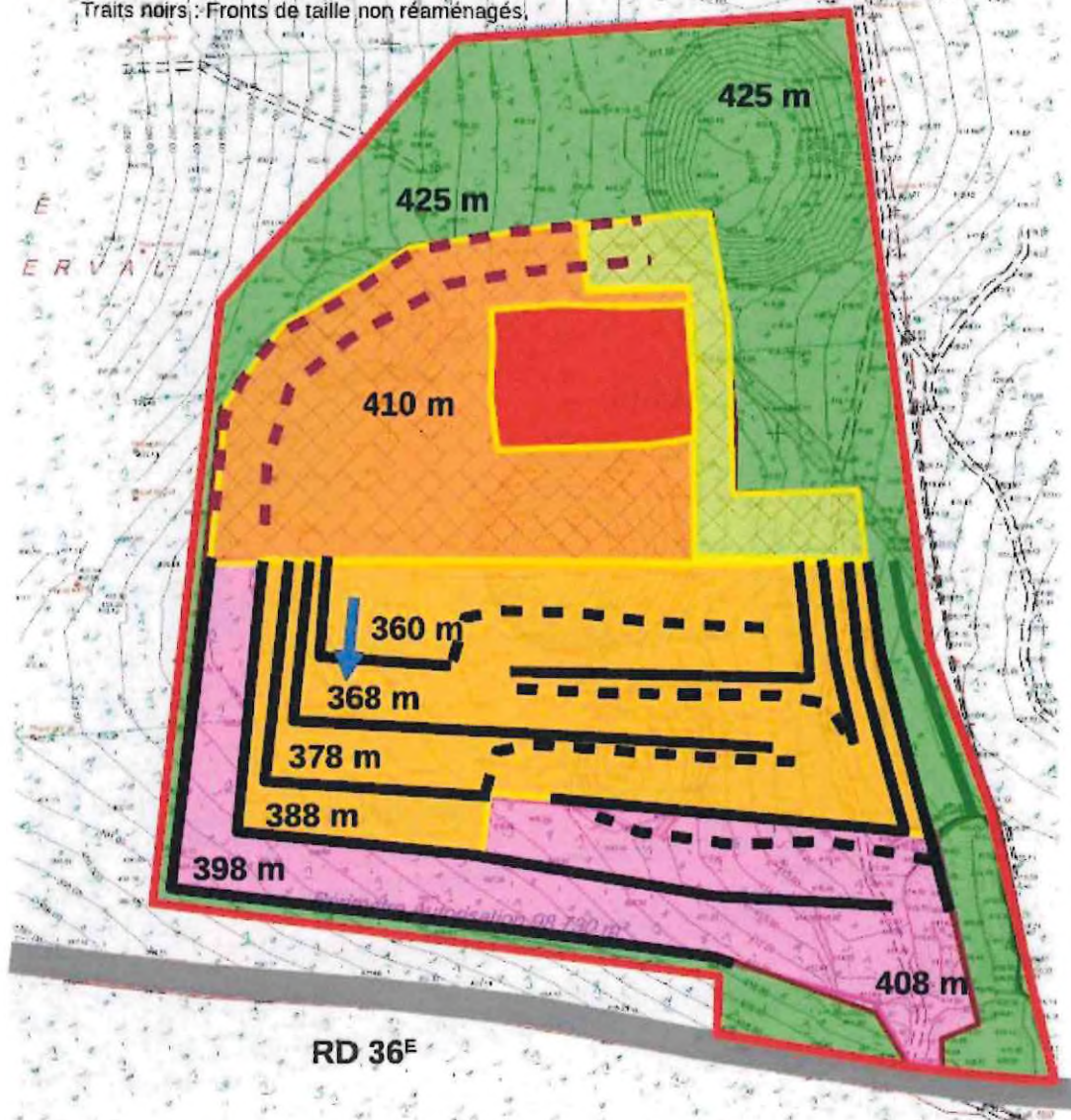
En violet : Infrastructures,
En jaune : Zones des travaux d'extraction,
En orange-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (déchets inertes),
En vert-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (stériles d'exploitation),
En rouge : Zone de recyclage,
En vert : Zones réaménagées,
Traits noirs : Fronts de taille non réaménagés,



phase 6

PLAN D'EXPLOITATION ET DE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES ANNEE N+29 Echelle 1/2000^{ème}

En violet : Infrastructures.
En jaune : Zones des travaux d'extraction.
En orange-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (déchets inertes).
En vert-quadrillé : Zone des travaux de remblaiement (stériles d'exploitation).
En rouge : Zone de recyclage.
En vert : Zones réaménagées.
Traits noirs : Fronts de taille non réaménagés.



Annexe 3 : Plan de la remise en état

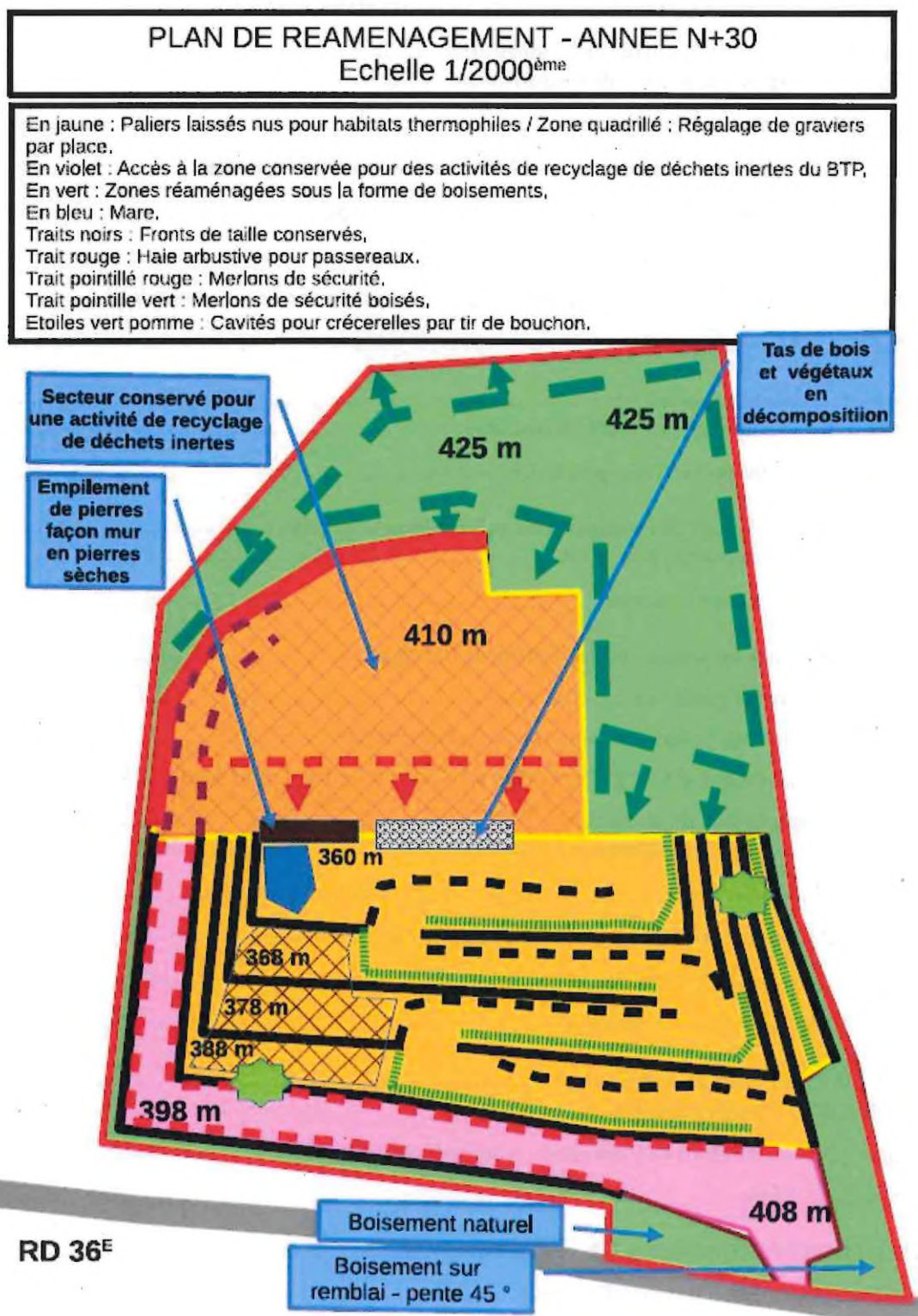


Table des matières

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
Chapitre 1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	4
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
Article 1.1.2. Domaine d'application.....	4
Article 1.1.3. Installations concernées par l'autorisation environnementale.....	4
Article 1.1.4. Localisation et surface occupée par les installations.....	5
Article 1.1.5. Durée de l'autorisation.....	5
Article 1.1.6. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale.....	5
Article 1.1.7. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	6
Chapitre 2. Garanties financières.....	6
Article 1.2.1. Montant des garanties financières.....	6
Article 1.2.2. Établissement des garanties financières.....	7
Chapitre 3. Mise à l'arrêt des équipements et Cessation d'activité.....	7
Article 1.3.1. Équipements abandonnés.....	7
Article 1.3.2. Cessation d'activité.....	7
Chapitre 4. Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	7
Chapitre 5. Objectifs généraux.....	8
Chapitre 6. Respect des autres législations et réglementations.....	8
TITRE 2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET GESTION DE L'EXPLOITATION.....	9
Chapitre 1. Exploitation de la carrière.....	9
Article 2.1.1. Gisement et matériaux à extraire.....	9
Article 2.1.2. Production.....	9
Article 2.1.3. Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage.....	9
Article 2.1.4. Modalités d'exploitation.....	9
Article 2.1.5. Patrimoine archéologique.....	10
Chapitre 2. Conditions de remise en état.....	10
Article 2.2.1. Objectifs généraux.....	10
Article 2.2.2. Dispositions concernant le remblayage de la carrière.....	11
Article 2.2.3. Phasage.....	11
TITRE 3. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	11
Chapitre 1. Conception des installations.....	11
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	11

Chapitre 2. Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	11
Article 3.2.1. Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	11
Chapitre 3. Surveillance des rejets dans l'atmosphère et des effets des rejets sur la qualité de l'air. 12	12
Article 3.3.1. Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement.....	12
TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	12
Chapitre 1. Prélèvements et consommations d'eau.....	12
Article 4.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	12
Chapitre 2. Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement, et points de rejet.....	12
Article 4.2.1. Identification des effluents.....	12
Article 4.2.2. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	13
Article 4.2.3. Entretien et conduite des installations de traitement.....	13
Article 4.2.4. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	13
Chapitre 3. Valeurs limites d'émission.....	13
Article 4.3.1. Caractéristiques des rejets.....	13
Chapitre 4. Surveillance des prélèvements et des rejets.....	14
TITRE 5. PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	14
Chapitre 1. Limitation des niveaux de bruit.....	14
Article 5.1.1. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	14
Article 5.1.2. Valeurs limites d'émergence.....	15
Article 5.1.3. Mesures périodiques des niveaux sonores.....	15
Article 5.1.4. Bruits associés aux tirs de mines.....	15
Chapitre 2. Vibrations.....	15
Article 5.2.1. Valeurs limites.....	15
Article 5.2.2. Surveillance des niveaux de vibration lors des tirs de mines.....	15
Chapitre 3. Autres dispositions.....	16
Article 5.3.1. Insertion paysagère.....	16
Article 5.3.2. Voirie.....	16
Article 5.3.3. Trafic de camions.....	16
Article 5.3.4. Lutte anti-vectorielle.....	16
Article 5.3.5. Horaires de fonctionnement.....	16
TITRE 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	16
Chapitre 1. Prévention et gestion des déchets.....	16
Article 6.1.1. Entreposage des déchets dans la carrière.....	16
Article 6.1.2. Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement.....	17
Article 6.1.3. Déchets d'extraction.....	17
Article 6.1.4. Déchets et matériaux provenant de l'extérieur.....	17

TITRE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	19
Chapitre 1. Dispositions d'exploitation.....	19
Article 7.1.1. Consignes d'exploitation.....	19
Chapitre 2. Lutte contre l'incendie.....	19
Article 7.2.1. Réserve d'eau.....	19
Article 7.2.2. Accès.....	20
Chapitre 3. Prévention et traitement des pollutions accidentelles.....	20
Article 7.3.1. Kits d'intervention.....	20
Article 7.3.2. Stationnement et entretien des engins de chantier.....	20
TITRE 8. PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ.....	20
Article 8.1.1. Mesures de réduction.....	20
TITRE 9. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION.....	21
Article 9.1.1. Notification et Publicité.....	21
Article 9.1.2. Délais et voies de recours.....	22
Article 9.1.3. Exécution.....	22
TITRE 10. ANNEXES.....	23